

## Le moment électoral du 21 mars 2010

Au soir du 15 février, ce sont douze listes (soit trois de moins qu'en 2004) qui s'affichent sur les panneaux municipaux. Aux listes déjà présentées s'ajoutent deux listes dites sans étiquette (Daniel Pouny, Johnny Arnachellum), la liste du mouvement Nation Réunionnais de Aniel Boyer. Les semaines de la campagne officielle ne bouge guère les lignes et les thématiques fixées depuis octobre. Aux côtés des trois dossiers référendaires se déclinent tous les axes des champs de compétences de l'exécutif régional. Dans cet ensemble, d'échanges et de discours peu de place pour les enjeux de la coopération régionale dans l'océan indien et la dimension européenne de la région ultra-périphérique. La campagne révèle l'évidente présidentialisation de cette élection. Derrière les personnalités se profilent les questions liées au renouveau de la vie politique, au passage de générations dans la conduite des affaires, à l'âge du président sortant (85 ans), à l'entrée de la jeunesse dans le prochain exécutif de région...Et c'est là que survient le joker de « la société civile ». L'expression séduit toujours lors des scrutins de listes. A-t-on déjà pu voir un/e candidat/e de la « société civile » aux sénatoriales, aux législatives, aux cantonales<sup>1</sup> ? Non, l'illusion des candidats la « société civile » surgit toujours dans la fabrication d'une liste. Ils sont alors présenté comme l'excellence, la compétence... et plus encore la probité intellectuelle dans le jeu politique. Ainsi, les partis présentent les meilleurs tout en se dévaluant et se décrédibilisant. Ne peut-on trouver de telles personnalités au sein d'un parti ? Singulières formes du discours et de la communication que cette invention d'un « produit politique » qui semble pouvoir être interchangeable d'une liste à l'autre...A croire que tout (la décision, la gestion) serait neutre, les profession de foi sans lignes politiques. Arrêtons ces habillages, ces masques, trompeurs, revenons aux fondamentaux, pour présenter ces personnalités (membres d'une association, d'un syndicat, investi depuis des années dans un secteur, bon connaisseur d'un domaine...). Dans l'étude des

---

<sup>1</sup> . Rendez-vous pour une observation participative lors des échéances de 2011 et 2012.

pouvoirs, ces candidats sont pour nous membres du personnel politique et de « la société politique » a côté des adhérents, les militants, les sympathisants d'un parti.

Enfin l'élection a longtemps attendu son grand absent : le sondage. Il n'entre en scène que dans les deux dernières semaines. Le 1<sup>er</sup> mars, une enquête réalisée par IPSOS indique que 24% des Réunionnais souhaitent de Paul Vergès. Il devance Didier Robert (16%). Un autre institut, sur la même période, Des chiffres et un évident jeu d'influences sur les candidats. Les enquêtes sont plus que contradictoires. S'il faut conserver quelques tendances, elles soulignent une avance pour la liste de P.Vergès, une seconde place pour D.Robert (entre 20 et 28%) et un éparpillement entre 5 et 10% c'est à dire fusion et maintien pour le PS, les Verts et les listes de J-P Virapoullé, N.Ramassamy, E.Magamootoo et André Thien-Ah-Koon. Autant dire que les données signent un éclatement des forces politiques et une configuration bien distincte de mars 2004. Chaque photographie de l'opinion ne se rejoint (comme dans les 26 régions) que sur un seul point : le peu faible intérêt pour la consultation et le taux élevé d'abstention.

Mais c'est au-delà des annonces, que le premier tour marque très rapidement une très forte abstention. Les pointages dans la journée du 14 mars révèlent ce haut niveau de non-participation. A 18 heures, 55% des 550.000 inscrits ne se sont pas rendus aux urnes. Certes en 2004, les régionales étaient couplées avec des cantonales (renouvellement de 25 cantons à La Réunion) reste cependant qu'avec de tels chiffres, les images de l'abstentionniste plagistes sous les filaos ou en pique nique dominical, bref le corps électoral dans « une négligence-attitude », tient avant tout du stéréotype de soirée électorale. Ce refus de vote exprime avant tout une mise à distance délibérée, un écart pris, avec la société politique. L'abstention n'est plus une passivité mais un geste, un comportement, qui signent un message adressé. La campagne est en profond décalage avec les attentes, les préoccupations quotidiennes (emploi, logement, vie chère...). Les perspectives sur les années 2025/2030, les projets de type (GERRI), les grands défis ou enjeux (A.P.E., négociations sur l'octroi de mer...) ne mobilisent pas. Le paradoxe est

précisément que les chiffres si souvent avancés tant sur le niveau du chômage, le seuil de pauvreté, le rappel des mouvements sociaux soient placés le temps de cette campagne (premier tour) sur le fond du décor sans entrer dans le détail, la priorité, des débats. Le fait de se bloquer sur le champ des seules compétences du conseil régional n'a fait qu'accentuer ce précipice entre la vraie vie et les engagements.

A cette donne de l'abstention s'ajoute une modification dans les équilibres des forces politiques. Certes, l'ordre de 2004 est le même.

Inscrits : 550.442 / Votants : 249.872 (45,3%) / Blancs-Nuls : 13.015 / Exprimés : 236.857 (
Liste Vergès : 30,2% - Liste Robert : 26,4% - Liste Vergoz : 13%
Liste Virapoullé : 6,7% - Liste Ramassamy : 5,9% - Liste Thien-Ah-Koon : 5,3%
Liste Magamootoo : 4,9% - Liste Defaud : 4,9%
Liste Boyer : 0,8% - Liste Payet : 0,8% - Liste Arnachellum : 0,5% - Liste Pouny : 0,1%

Cela à les allures de 2004, mais au-delà du classement rien n'est identifiable. La liste de l'Alliance arrive en tête, mais avec 4% de moins sur 2004. Didier Robert passe nettement la barre des 20%, améliore le résultat du seul candidat de l'UMP de 2004. Les socialistes atteignent les 13%. Ils avaient réalisé 15,9% avec les Verts en 2004. Plus riche d'intérêt, l'observation des pourcentages au regard des inscrits donne une exacte représentation et montre combien le champ le second tour est ouvert<sup>2</sup>. Les trois listes qui se maintiennent ne réunissent que 30% des inscrits. L'éparpillement permet à 3 listes de pouvoir fusionner et donne à deux listes (Magamootoo et Verts) un réel poids en cas de désistement. Rien n'était joué en octobre, le premier tour l'a exprimé. Désormais, les commentaires soulignent la position délicate de Paul Vergès. L'arithmétique électorale ne fait pas le scrutin mais donne quelques repères. En 2004, l'Alliance devançait de 9% la liste unique de l'UMP. En 2010, elle a 3,5% d'avance sur le candidat Robert mais se trouve derrière l'addition des scores des deux listes de droite (33,25% contre 30,23%)<sup>3</sup>. Les 3 listes pouvant fusionner (contre une seule en 2004)

---

<sup>2</sup> . *Le Journal de l'île de La Réunion* titre « Tout est possible », 15.03.2010.

<sup>3</sup> . Titre du *Quotidien* « Vergès en danger », 15.03.2010.

représente 18% des exprimés (7,6% des inscrits). Un électorat qui se situe plus sur la droite de l'échiquier réunionnais.

Ce second tour se joue désormais sur la mobilisation. L'habituelle course aux abstentionnistes (photocopie des listes d'émargement, envoi de courrier, porte à porte, multiplication des réunions, présence intensifiée sur les marchés..) est-elle encore efficace ? Toute la semaine du second tour n'est qu'un appel aux absents du 14 mars. La notions de réserves de voix a-t-elle encore un sens ? Les noyaux électoraux, les fidélités, les assurances...restent des éléments d'un discours, d'une communication, politique mais ne forment plus des réalités stables et sûres pour les partis. Les socles se sont fissurés. Que dire des prétendues réserves de voix, réservoirs de votes et autres, elles sont tout au plus des potentialités dans l'ordre discursif. Ces élections régionales fonctionnent sur d'autres rouages : attente sociale, changement des pratiques politiques, renouveau des hommes et des idées. Le corps électoral n'est pas un objet passif qu'il faut aller convaincre. Il attend moins les militants qu'il n'observe les comportements des trois listes du second tour. Il est en attente de cohérence. Les résultats du 21 mars le confirment.

Dès le dimanche soir a débuté une seconde campagne. A gauche, la désunion se confirme très rapidement. Alors que les négociations débutent (sur le plan national) dès le dimanche soir (avec des préparatifs avant même la fin de la campagne du premier tour), communistes et socialistes semblent peu pressés d'organiser une rencontre. Ont-ils eu des contacts avant le 14 mars ? organisé un dispositif de négociations selon les scénaris du premier tour ? Il apparaît vite que rien n'a été prévu. Et le temps est bien court avant mardi pour s'engager sur une rencontre et une reconfiguration des programmes, des listes et des professions de foi. Dans la soirée du dimanche, Paul Vergès modifie une partie de son discours pour s'installer dans un registre national, discriminant gauche/droite et faisant du second tour une bataille contre

l'UMP (« Battre la liste UMP de Didier Robert », *Témoignages*, 15.03.2010<sup>4</sup>). La Réunion peut-elle entrer dans le schéma du grand chelem (26 régions) lancé par Martine Aubry ? Dans cette phase des décisions, les pourparlers PS-PCR marquent le retour des politiques. Lorsqu'il s'agit de négocier (à gauche ou à droite), la société civile n'est pas associée. Elle semble avoir perdu momentanément son excellence et ses compétences. Les choses sérieuses se déroulent entre dirigeants de partis. Et ce lundi 15 mars, l'union s'avère impossible entre socialistes et communistes. Les mémoires socialistes sont encore vives du refus du PCR et des conditions de l'échec des négociations lors des régionales de 2004. Deux versions de la rencontre et des échanges (accord ou désaccord sur le tram-train, la MCUR ?) et irrémédiablement deux listes bien distinctes à gauche. Précisément, la gauche où est-elle ? s'interroge les socialistes lorsqu'il voit l'Alliance fusionnée avec la liste de T.A.K.. Le PS ironise sur « un attelage Vergès-TAK » riche des contradictions et des affrontements de leurs passés politiques. Le PS maintient sa liste avec le désistement des Verts. Derrière un semblant de « remake » des régionales de 2004, la présente triangulaire n'a rien de comparable.. À droite, Didier Robert conforte son leadership sur les droites. Il reçoit le désistement de E.Magamootoo, négocie la fusion avec N.Ramassamy, et écarte tout accord avec J-P Virapoullé. Il fait alors le choix d'une intransigeance sur les principes et du refus du vaudeville politique (« le embrassons-nous, Folleville ») avec ses démonstrations des fausses retrouvailles. D.Robert peut avancer « la victoire a changé de camps » s'il s'agit de prendre la mesure des divisions et les incohérences à gauche. Cette semaine va défaire l'Alliance. La désunion avec la liste socialiste, l'accord étonnant, et non compris, avec André Thien Ah Koon ne remobilise pas l'électorat<sup>5</sup>. À l'évidence la recomposition de la liste de l'Alliance trouble et ne crée pas les conditions d'une arithmétique électorale favorable. Le plus par le moins, en mathématiques comme en politique fixe un négatif. De même le changement de registre dans l'entre deux tours ajoute aux mécompréhensions. Initialement sur un créneau

---

<sup>4</sup> . Extrait de l'éditorial du *Témoignages* : « Car le choix dans 6 jours est clair : tous pour l'union des Réunionnais opposés à la politique de casse sociale de l'UMP. »

<sup>5</sup> . Sans les confondre, on notera sur cette semaine les déclarations de deux élues communistes la prise de position de la députée-maire Huguette Bello, choqué par la fusion avec T.A.K., l'appel à voter de la conseillère communiste (M.Govindin) en faveur de Didier Robert.

régional, refusant d'entrer dans la logique nationale des positionnements gauche/droite. Virage à gauche mais la présence de T.A.K. rend peu compréhensible cette évolution. En clair, la gauche n'est pas au rendez vous du second tour alors que le mouvement porte Didier Robert. En fait un double mouvement. Le premier réside dans un vote d'adhésion avec l'union des droites, la fusion de Nadia Ramassamy (désormais en deuxième position), le soutien de la liste de E.Magamootoo. Seul ombre à ce tableau, le refus d'une fusion avec J-P Virapoullé, mais Didier Robert fait le pari d'un appel à voter, et d'un bon désistement de l'électorat. Et les derniers jours de campagne confirme cette stratégie avec en plus les soutiens déclarés de la présidente du conseil général (restée silencieuse depuis février), et de membres de la droite qui avaient soutenus MM. Virapoullé et Thien Ah Koon. Le second mouvement a été annoncé dès la soirée électorale du 14 mars. Il se lit en trois lettres T.S.V (Tout sauf Vergès). Il vise très classiquement dans une dialectique de rejet de l'exécutif sortant (et de ses deux projets phares Tram-Train et MCUR) a accompagné un renouveau du paysage politique réunionnais. Il prolonge une stratégie et d'une communication associant à Paul Vergès deux images, et deux formules : « un homme du passé » (sa longévité politique depuis le milieu des années 50) et « un homme du passif » (le rejet sur son bilan et le coût des programmes). Dès lors, la césure politique, le changement de majorité, le terme de douze années de présidence, n'est pas l'alternative à gauche que peut représenter Michel Vergoz mais plus explicitement dans la rupture à droite avec la candidature de Didier Robert. Le titre du journal *Les Echos* résume la méthode et l'objectif du 21 mars: « La droite réunionnaise espère enfin terrasser Paul Vergès, doyen des élus locaux, en jouant la carte du renouvellement de la classe politique ».

« Rompu à toutes les joutes électorales depuis un demi-siècle, Paul Vergès, qui vient de fêter ses quatre-vingt-cinq ans, mise sur le « réservoir de voix » de l'Alliance pour conserver le fauteuil qu'il occupe depuis 1998. Le premier tour a en effet été marqué par un niveau d'abstention inhabituel (54 %) dans une île où, à l'inverse de la métropole, la collectivité régionale est particulièrement visible dans ses actions. Mais le fondateur du Parti communiste réunionnais, qui depuis vingt ans compense la décrue de l'influence de son parti par des alliances tous azimuts, est isolé. Aussi a-t-il pris le risque de désarçonner son électorat en intégrant sur sa liste André Thien Ah Koon, figure emblématique de la droite réunionnaise... ».

L'argument de la victoire annoncée (dont il fallait juste mesurer l'ampleur) se retourne promptement contre l'Alliance. Les derniers jours de campagne se caractérisent comme une phase de retournement et de renversement. Ils se transforment en une impressionnante mobilisation visant uniquement à faire basculer l'exécutif régional. Et la publication dans l'entre-deux-tours d'une enquête (IPSOS<sup>6</sup>) établissant une notable avance de Didier Robert (45%) sur Paul Vergès (34%) ne fait qu'accentuer cette dynamique. L'équation de la victoire est assez simple. Didier Robert additionne ses voix du premier tour, les reports des candidats de la fusion et du désistement et se voit rejoindre par les électeurs du TSV. Cela fait de lui le candidat de plusieurs électorsats qui se réclament du changement, du renouveau et d'un vote utile.

Signe de ce mouvement de l'opinion, d'un dimanche à l'autre, la participation progresse de 15%. Ce chiffre est sans comparaison avec la moyenne nationale. A l'échelle du pays, l'abstention baisse de 5 points. Le contexte réunionnais exprime bien une exception dans le paysage électoral des régionales du 21 mars. Exception par ce flux de nouveaux électeurs, qui doit être augmenté par le fait que 2,5% à 3,5% des électeurs du premier tour ne sont pas revenus aux urnes. Ce sont donc près de 18% des inscrits soit 100.000 électeurs/électrices qui entrent dans l'expression du second tour. Cette augmentation profite notablement à Didier Robert. Moins d'une heure après la fermeture des bureaux de vote, les premières centaines de bulletins fixent des tendances, qui ne vont pas se démentir: la liste de Didier Robert obtient, au-delà de l'addition de l'effet de la fusion et des soutiens, une première place distançant l'Alliance et le Parti socialiste. Avant 20 heures, le classement s'affine ainsi : Didier Robert : 45% des exprimés – Paul Vergès 36% - Michel Vergoz 19%. La soirée électorale emprunte vite au vocabulaire de l'Histoire pour signifier l'écriture d'une « nouvelle page de l'histoire », « le tournant historique ». En effet, les votes du 21 mars signent un moment d'histoire.

---

<sup>6</sup> . Paul Vergès serait largement battu par le député-maire du Tampon Didier Robert au second tour des élections régionales de la Réunion, selon un sondage Ipsos pour le *Journal de l'île de la Réunion* publié vendredi 19 mars. Didier Robert, 45 ans, obtiendrait 45 % des suffrages contre 34 % à Paul Vergès et 21 % au candidat socialiste Michel Vergoz

Inscrits : 550.549/ Votants : 328.657 (59,6%)/Blancs-Nuls : 13.038 (3,9% des votants/ Exprimés : 315.619

Liste D.Robert : 143.485 suffrages – 45,46% - 27 élus

Liste P.Vergès : 112.201 voix – 35,55% - 12 élus

Liste M.Vergoz : 59.933 -18,99% - 6 élus

Sur le plan des suffrages, les trois listes augmentent leur score potentiel c'est à dire par l'addition du poids des listes qui fusionnent ou se désistent. Cette vue globale démontre qu'un électeur supplémentaire sur deux apporte sa voix à D. Robert.

Liste	14 mars	Soutien	21 mars	
Robert	62.643	42.031	143.485	+46%
Vergès	71.638	12.734	112.915	+33%
Vergoz	30.970	11.700	59.933	+20%

Lorsque l'on étudie de plus près par commune, la liste de droite bénéficie effectivement d'un parfait report des voix de ses soutiens auquel s'ajoute le vote TSV. Inversement, sans entrer dans le détail de l'accord entre l'Alliance et André Thien-Ah-Koon, il est notable qu'il n'a pas joué pleinement comme le révèle la commune du Tampon. Le potentiel des deux listes atteint 39,5% des exprimés alors qu'au second tour la liste Vergès n'atteint que 25%. Avec une progression de participation de 8 points et 5.000 électeurs supplémentaires, Paul Vergès ne fait que 8.927 suffrages c'est à dire moins que la simple addition du premier tour (soit 11.468).

Au soir d'une élection sans grand motif de satisfaction pour l'Elysée, le succès de Didier Robert, puis celui obtenu en Guyane, constitue des bonnes nouvelles dans une France des régions aux couleurs de la gauche socialiste. Paul Vergès est le seul président sortant battu lors de cette échéance. Le lundi 25 mars, alors qu'il y a six ans, la presse réunionnaise relevait que « Vergès prend tour » avec 44,85% des suffrages (et 27 sièges), le triomphe a changé de camp. Comme le note le Journal de L'île « Didier Robert élimine Vergès ». Et le lundi 22 mars, de manière très affirmative, *Le Monde*, note « la fin de l'ère Vergès ».



« Candidat à un troisième mandat, Paul Vergès s'est retrouvé sous le feu croisé des critiques à propos de la réalisation d'une liaison tram-train entre Saint-Denis et Saint-Paul, un projet de 1,6 milliard d'euros remis en question par l'Etat. Il est aussi contesté pour la création, en 2013, d'une Maison des civilisations et de l'unité réunionnaise, dont la direction scientifique a été confiée à sa fille, Françoise Vergès, universitaire, présidente du comité pour la mémoire de l'esclavage.<sup>7</sup>»

Comment analyser cette défaite de l'équipe sortante ? L'assurance, fâcheuse conseillère, a déjà été relevée. Aucune élection n'est jamais remportée et les victoires annoncées avec petites phrases et ironie sur les piètres adversaires produisent souvent de périlleux contre-effets. Pour le dire en quelques mots : rien ne doit être lâché lors d'une consultation et surtout pas l'attention et le questionnement sur sa stratégie. Au soir du premier tour, sur l'échelle des risques électoraux, les indicateurs sont au rouge. Les noyaux électoraux dans les fiefs électoraux du PCR se sont peu mobilisés. C'est peu de dire que les apports des composantes de la liste de l'Alliance (Free-Dom, Verts, Modem, mouvance socialiste, et.. « la société civile ») n'ont pas été considérables sur le score réalisé. A l'évidence, les désunions PS-PCR, les changements de registre, les oscillations entre un discours régional et national, les incohérences d'une ligne de gauche avec le Modem, l'intégration du centre-droit (André Thien Ah Koon) ne créent pas les conditions d'un mouvement ordonné. En ce second tour, avant même la victoire, c'est la cohérence politique (rassemblement, union, affirmation d'un leadership) qui change de camp. Au soir du second tour, peut-on même considérer que les 54% des exprimés sur les deux listes (Alliance, PS) peuvent se qualifier de gauche. Disons plus justement que ce chiffre représente principalement les voix des communistes, socialistes, écologistes, mais aussi une part du Modem et une fraction des 5,5% du centre-droit. Quant aux projections sur une éventuelle liste d'union PS-PCR face à Didier Robert, elles sont des plus aléatoires. La défaite peut s'expliquer en interne, elle impose aussi de comprendre la nature de la dynamique de l'adversaire politique. Un discours explicite de changement, une détermination à porter la rupture ont été des éléments de cette représentation d'un changement crédible, d'une équipe en capacité pour reprendre la gestion

---

<sup>7</sup> . *Le Monde*, 22.03.2010. Article de Michel Delberghe.

régionale. Et sur cet entre-deux tours qui fait assurément, nous y insistons, l'élection, les mobilisations et les ralliements de l'entre-deux-tours ont porté plus nettement la liste de D.Robert. L'ensemble de ces actes et gestes se lisent dans l'opinion comme l'expression d'un mouvement de conjonctions, d'adhésions (partis, désistement, meeting, sympathisants...) qui préfigure la victoire dominicale. La dynamique se révèle à travers la forte augmentation participation enregistrée ce 21 mars. Elle prolonge et entérine dans les urnes le tournant politique de La Réunion.

**Le 26 mars**, dans l'enceinte du Conseil régional, se déroule le troisième tour avec l'élection du président. Passation des pouvoirs, passage de génération : les deux tiers des conseillers régionaux n'ont jamais détenu ce mandat. Une transition paisible en présence d'un millier de supporters de Didier Robert. Une élection par 27 voix contre douze à la candidature de Maya Césari (Alliance) et six blancs/nuls du parti socialiste<sup>8</sup>. Lors de sa première déclaration, le nouveau président insiste sur sa liberté d'action, sa volonté de réaliser les changements annoncés et la dimension indianocéanique de sa gouvernance. Il réaffirme ainsi les grandes orientations et les engagements de sa campagne :

**.Travaux** : « En matière de transports et de déplacements, comme vous le savez, je ne suis pas favorable au projet sous sa forme actuelle du Tram Train... a solution que nous proposons pour notre part immédiatement est celle du Trans-Eco-Express. C'est un projet de 650 millions d'euros pour la réalisation d'un maillage complet d'un réseau de transport par éco-bus dans les 24 communes de l'île. Ce sont au total 2000 bus, 250 millions d'euros consacrés aux travaux d'aménagements routiers et de VRD pour la construction de voies réservées ».

**.Coopération** : « Je défends ici l'idée d'une grande Région Française de l'Océan Indien, ayant en charge de nouvelles compétences élargies comme la politique économique à l'export, la politique de la pêche et de la mer ou encore les énergies renouvelables ; la recherche et l'innovation. Nous devons, à partir de la Réunion, prendre toute notre place dans le grand espace de l'Océan Indien, avec les îles voisines bien sûr mais au delà, avec les pays du canal du Mozambique, avec l'Inde, la Chine ou l'Australie ».

**.Tourisme** : « Le Tourisme sera une priorité de la collectivité au cours des 4 prochaines années pour redonner à ce secteur une impulsion déterminante. Je déclare ainsi l'année 2010 l'année du Tourisme pour notre collectivité ».

---

<sup>8</sup>.Après les scrutins, L'Alliance dépose (le 1<sup>er</sup> avril), un recours au Conseil d'Etat pour l'annulation des élections. Trois motifs se retrouve dans cette démarche: « les fausses informations diffusées par un ministre de la République (C.Estrosi) à une semaine du scrutin, le ralliement surprenant d'Eric Magamootoo à Didier Robert entre les deux tours et la publication d'un sondage rendant compte de « suffrages » le matin du second tour ». Une demande d'annulation peu étayée qui semble avoir peu de chances ou de risques d'aboutir. Elle a par contre pour effet immédiat de reporter l'élection législative partielle de la troisième circonscription après la décision de Didier Robert de rester membre du conseil municipal du Tampon et de démissionner de son mandat de député.

**.M.C.U.R.** : « Nous disons, comme une très large majorité de Réunionnais, NON à la Maison des Civilisations. C'est un projet réducteur, nourri d'une volonté évidente de réviser l'Histoire, un projet qui enferme entre quatre murs ce que nous avons de plus précieux.

Après l'expression électorale et ce moment historique, reste l'essentiel : le temps indissociable du pouvoir et de l'action. Penser le politique c'est installer, et tenter de maîtriser, les temporalités. Electoralement en 2011 et 2012, se profilent de nombreuses échéances (cantonales, sénatoriales, législatives) permettant d'évaluer plus pertinemment sur le court terme l'intensité et les prolongements du vote des régionales. Si nous nous intégrons le possible projet du futur Conseil Territorial, qui se dessinerait (le conditionnel est plus que de mise !!) pour 2014, il faut considérer que la nouvelle majorité régionale entame une phase courte sur la fin du cycle de la décentralisation (1983-2014). Sur cet axe chronologique se retrouvent les rendez-vous primordiaux avec l'opinion sur les questions du développement économique, de l'emploi et des grands chantiers, les mode de déplacements, l'éducation et la formation.... Quatre années s'ouvrent. Les enjeux, les défis ne manquent pas et grandes sont les attentes de la population.